

ACCORD-CADRE

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS DE SERVICES RELATIF A LA MAINTENANCE DES AUTOCOMMUTATEURS ET LEURS PÉRIPHÉRIQUES AU PROFIT DES SERVICES ET OPÉRATEURS DE L'ÉTAT EN BRETAGNE

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (C.C.A.P.)

Procédure : APPEL D'OFFRES OUVERT

Forme du marché : Accord-cadre à bons de commande

Ce document comporte 31 pages.

Annexe n°1 : Mesures relatives à la clause d'insertion

Annexe n°2 : Mesures de sécurité relatives aux services pénitentiaires

Annexe n°3 : Mesures de sécurité relatives à la Gendarmerie Nationale

Annexe n°4 : Mesures de sécurité relatives à la Police Nationale

Table des matières

ARTICLE 1 : PRÉAMBULE.....	4
ARTICLE 2 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES DE L'ACCORD-CADRE.....	5
Article 2.1 – Objet de l'accord-cadre.....	5
Article 2.2 – Forme et Procédure de passation.....	5
Article 2.3 – Allotissement.....	5
Article 2.4 – Nature des prestations.....	6
Article 2.5 – Durée de l'accord-cadre.....	6
2.5.1 - Durée des bons de commande :.....	7
2.5.2 - Prolongation du délai d'exécution :.....	7
Article 2.6– Documents contractuels.....	7
Article 2.7 – Clause de réexamen.....	7
2.7.1 – L'intégration de nouveaux établissements publics.....	8
2.7.2 – Rajout ou retrait d'équipements au niveau du bon de commande concernant la maintenance préventive après la visite initiale d'entrée.....	8
2.7.3 – Rajout ou retrait d'équipements et / ou de site en cours d'exécution.....	8
2.7.4 – Clause de réexamen en cas de circonstances imprévisibles.....	8
Article 2.8 – Prestations similaires.....	8
Article 2.9 -Communication.....	8
Article 2.10 – Lieux d'exécution et de livraison.....	9
Article 2.11 – Transport et déplacement.....	9
Article 2.12 – Langue.....	9
ARTICLE 3 : MODALITÉS DE PASSATION DES BONS DE COMMANDES.....	9
Article 3.1 – ÉMISSION DES BONS DE COMMANDE.....	9
Article 3.2 – BONS DE COMMANDE ÉMIS AU TITRE Du forfait de LA MAINTENANCE PRÉVENTIVE et des forfaits de maintenance corrective.....	10
Article 3.3 – BONS DE COMMANDE ÉMIS AU TITRE DE LA MAINTENANCE CORRECTIVE hors forfaits et des prestations associées.....	10
Article 3.4 – SIGNATAIRES DES BONS DE COMMANDE.....	11
ARTICLE 4 : MODALITÉS D'EXÉCUTION DE L'ACCORD-CADRE.....	11
Article 4.1 – RÉUNION DE DÉMARRAGE DE L'ACCORD-CADRE.....	12
Article 4.2 –Inventaire et prise en charge des équipements au titre de la maintenance préventive.....	12
Article 4.3 – REVUE DE CONTRAT.....	12
Article 4.4 – Rapport ANNUEL D'ACTIVITÉ ET INVENTAIRE exhaustif annuel.....	13
Article 4.5 – Réversibilité et Audit de sortie.....	13
Article 4.6 – SOUS-TRAITANCE.....	14
Article 4.7 – ESSAIS ET CONTRÔLES DES PRESTATIONS.....	14
Article 4.8 – Suivi financier des prestations.....	15
Article 4.9 - Clause d'insertion par l'économie.....	15
4.9.1 – Obligation d'action sociale.....	15
4.9.2 – Insertion de personnes éloignées de l'emploi.....	16
4.9.3 – L'accompagnement de l'insertion.....	17
4.9.4 – Modalités d'exécution et de contrôle.....	17
Article 4.10 - Clause environnementale.....	17
ARTICLE 5 : OBLIGATIONS PROFESSIONNELLES DU TITULAIRE.....	17

Article 5.1 – OBLIGATION DE CONSEIL.....	17
Article 5.2 – OBLIGATION D'INFORMATION.....	18
Article 5.3 – OBLIGATION DE RÉSULTAT.....	18
ARTICLE 6 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES DU TITULAIRE.....	18
Article 6.1 – DÉCLARATION D'ASSURANCE.....	18
Article 6.2 – DÉCLARATION DE PAIEMENT DES IMPÔTS ET DES COTISATIONS SOCIALES ET EXTRAIT KBIS.....	19
Article 6.3 – TRAITEMENT DE DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL.....	20
6.3.1. Préambule – précisions terminologiques.....	20
6.3.2. Description du traitement de données à caractère personnel.....	20
6.3.3 – Sous-traitance des activités de traitement (articles 28.2 et 28.4 du rgpd)	20
Article 6.4 – Propriété intellectuelle.....	20
ARTICLE 7 : MESURES DE SÉCURITÉ.....	21
Article 7.1 – SECRET PROFESSIONNEL – RESTRICTION DE CIRCULATION – CONFIDENTIALITÉ.....	22
Article 7.2 – SÉCURITÉ PÉNITENTIAIRE.....	22
Article 7.3 – SÉCURITÉ des bâtiments de la gENDARMERIE NATIONALE.....	22
Article 7.4 – SÉCURITÉ DES BÂTIMENTS DE LA POLICE NATIONALE.....	22
ARTICLE 8 : RÉGIME FINANCIER.....	22
Article 8.1 – Établissement des prix.....	22
Article 8.2 – Contenu des prix.....	23
Article 8.3 – Révision des prix.....	26
Article 8.4 – Avance.....	27
Article 8.5 – Modalités de paiement.....	27
Article 8.6 - Dématérialisation des factures.....	28
Article 8.7 – Délais de paiement.....	28
Article 8.8 – Intérêts moratoires.....	28
Article 8.9 Modalités de facturation et de règlement des prestations.....	29
Article 8.10 – Taux de TVA.....	29
Article 8.11 – Monnaie.....	29
ARTICLE 9 : PÉNALITÉS.....	29
ARTICLE 10 : RÉSILIATION.....	31
ARTICLE 11 : DIFFÉRENTS ET LITIGES.....	31
Article 11.1-Différends.....	31
Article 11.2-Litiges et contentieux.....	31
ARTICLE 12 : DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	31

ARTICLE 1 : PRÉAMBULE

Applicable à l'ensemble des documents du présent dossier de consultation.

Le pouvoir adjudicateur en région Bretagne est l'État.

Les services déconcentrés de l'État dans la région Bretagne ont décidé de coordonner leurs besoins communs en matière de maintenance des autocommutateurs, et de passer un marché public dans ce domaine.

Les opérateurs de l'État coordonnés sont ceux listés en annexe 1 du CCTP.

Le représentant du pouvoir adjudicateur chargé de coordonner la passation de l'accord-cadre pour le compte des services déconcentrés de l'État, est le Préfet de Région, représenté par la Secrétaire générale pour les Affaires Régionales. Il est chargé de signer et de notifier l'accord-cadre. Chaque service déconcentré et opérateur, pour ce qui le concerne, s'assure de sa bonne exécution.

La Plate-forme régionale des achats placée auprès du SGAR Bretagne agit au nom et pour le compte de tous les services prescripteurs de l'État et des opérateurs publics coordonnés. Elle est installée dans les locaux de la préfecture de région à l'adresse suivante :

**Préfecture de Région
Secrétariat général pour les affaires régionales
Plate-forme régionale des achats Bretagne
3 rue Martenot
35 000 RENNES**

Adresse électronique : pfra@bretagne.gouv.fr

Les services bénéficiaires sont les services déconcentrés de l'État et les opérateurs de l'État concernés par le marché.

Le responsable de site est l'interlocuteur du titulaire, désigné par les services de l'État coordonnés dans chacun des sites. Le responsable de site est chargé de la gestion du présent marché, et émettra toutes directives concernant l'exécution des prestations.

Le titulaire du marché est l'opérateur économique chargé de l'exécution des prestations du marché. Le représentant du titulaire soumet à l'acceptation du représentant du pouvoir adjudicateur, la personne habilitée à le représenter pour toute question relative à l'exécution des prestations. Le titulaire est responsable de son personnel, en toutes circonstances, et pour quelque cause que ce soit.

Par ailleurs, pendant toute la durée du marché, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire une demande motivée de remplacement d'un ou plusieurs intervenants du titulaire (notamment en cas de comportement inadapté, de non-respect des règles de sécurité ou d'accès, etc.). Le remplacement du personnel ne pourra pas justifier une augmentation du montant des prestations.

ARTICLE 2 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES DE L'ACCORD-CADRE

Article 2.1 – Objet de l'accord-cadre

Les services déconcentrés de l'État dans la région Bretagne coordonnent leurs besoins en vue de la passation d'un marché public de maintenance préventive et corrective de leurs systèmes de téléphonie fixe (autocommutateurs) et de leurs périphériques. Le présent accord-cadre intègre la technologie IP.

Cet accord-cadre permet d'assurer la maintenance préventive et corrective ainsi que des prestations associées pour les systèmes de téléphonie fixe (autocommutateurs) installés dans les services de l'État et des établissements publics de l'État adhérents en Bretagne.

L'ensemble des services de l'État est susceptible d'adhérer à l'accord-cadre.

Le détail des prestations faisant l'objet du présent contrat figure dans le cahier des clauses techniques particulières.

Il s'agit d'un marché avec une obligation de résultat. Le titulaire interviendra sur les sites autant de fois que cela sera nécessaire.

Code CPV : 50312600-1 Maintenance et réparation de matériel de technologie de l'information

CPV secondaires : 50330000-7 Services d'entretien de matériel de télécommunications

Article 2.2 – Forme et Procédure de passation

Le marché est un accord-cadre qui s'exécutera par émissions de bons de commande, en application des articles L.1111-1 et R.2162-1 à 2162-6 ainsi que les articles R.2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique (CCP) sans minimum et avec un maximum et pour la durée du marché de :
3 000 000,00 € HT

Le titulaire transmet un état des consommations tous les 6 mois pour garantir le respect de cette disposition, ou à la demande de la PFRA Bretagne.

Le marché est passé selon la procédure d'appel d'offre ouvert, conformément aux dispositions des articles R. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du CCP.

Article 2.3 – Allotissement

Compte tenu des montants consommés sur les marchés précédents, compte tenu des consommations en forte baisse notamment sur l'année 2025, il paraît peu pertinent d'opérer un découpage départemental. Le marché ne comporte donc qu'un lot régional.

Par ailleurs, d'un point de vue technique, la prise en compte de la technologie IP et du cœur dans son intégralité impose le choix d'un prestataire unique susceptible de répondre pour l'ensemble du territoire breton.

Article 2.4 – Nature des prestations

La description et la spécification des prestations attendues sont stipulées dans le Cahier des clauses techniques particulières (CCTP). Elles recouvrent :

- La maintenance préventive : exclusivement en heures ouvrées (HO), soit du lundi au vendredi de 8h00 à 18h00, jours fériés exclus, programmée au moins cinq jours à l'avance. Elle se déroule une ou deux fois par an selon la fréquence définie au bon de commande annuel.

Attention : Certains sites de faible criticité pourront souscrire uniquement les prestations correctives sans avoir souscrit de prestations préventives.

- La maintenance corrective : déclenchée uniquement sur demande écrite du bénéficiaire. Elle entraîne l'intervention du titulaire pour réparation des équipements dans les conditions prévues par le présent marché.

La maintenance corrective fait l'objet :

- d'un prix forfaitaire annuel, quel que soit le nombre d'interventions (main-d'œuvre et déplacements compris)

ou

- d'un prix unitaire à l'intervention sur site ou en télémaintenance comprenant la main-d'œuvre sur la base d'un coût horaire en heures ouvrées ou en heures non ouvrées déplacement inclus, auquel se rajoute le prix des fournitures éventuelles majoré.

- Des prestations ponctuelles associées : prestations complémentaires ponctuelles et annexes par rapport à l'objet principal du marché (maintenances préventive et corrective). Il s'agit de :

- ESP : échange de poste standard ;

- UO1: Prestation d'assistance en HO pour paramétrage (création, modification, programmation de postes, changement messagerie vocale), permutation, transfert de compétences ;

- UO2 : Fourniture d'extension matérielle et logicielle, mise à jour des autocommutateurs et logiciels internes incluant la main d'œuvre, le déplacement, les fournitures.

- UO3 : visite de site ayant pour but de dresser un état des lieux de la configuration des autocommutateurs, dans un but de sécurité des installations.

- UO4 : Formation et transfert de compétences ;

- UO5 : Réassurance logicielle concernant les autocoms IP

- UO6 : Prestation de mise à disposition d'un technicien sur site

- UO7 : Prestation d'assistance à tierce entreprise

Les prestations suivantes ne sont pas intégrées au présent marché :

- le remplacement de tout ou partie du matériel quand son obsolescence rend sa maintenance anormalement difficile ou ne permet plus d'assurer son bon fonctionnement.

- Les modifications ou mises en conformité de l'installation rendues nécessaires à la suite de changements dans les conditions d'exploitation du réseau public de téléphonie.

L'accord-cadre porte sur des prestations de services. Il est fait application du C.C.A.G.-FCS du 30 mars 2021.

Article 2.5 – Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu pour une durée de douze (12) mois consécutifs à compter de sa date de notification au titulaire. L'accord-cadre est renouvelable au maximum trois (3) fois pour douze (12)

mois, par tacite reconduction prise par le représentant du pouvoir adjudicateur. La durée de l'accord-cadre ne peut excéder quatre (4) ans. Le titulaire ne peut refuser ladite reconduction.

En cas de non-reconduction, le pouvoir adjudicateur transmet sa décision au titulaire par courriel avec accusé de réception au plus tard deux mois avant la fin de la validité du marché. La décision de non-reconduction n'est assortie d'aucune indemnité.

2.5.1 - Durée des bons de commande :

- Pour la maintenance préventive et les forfaits de maintenance corrective, les services bénéficiaires émettent un bon de commande annuel, qui sera renouvelé à chaque date anniversaire, si le contrat n'est pas dénoncé.
- Pour la maintenance corrective hors forfait et les prestations associées, les services bénéficiaires peuvent émettre des bons de commande pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre et ce jusqu'au dernier jour de la période du marché en cours de validité. Leur durée d'exécution ne peut cependant pas dépasser de plus de 6 mois le terme de l'accord-cadre.

2.5.2 - Prolongation du délai d'exécution :

Lorsque le titulaire de l'accord-cadre est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel relatif à l'exécution d'un bon de commande, il doit formuler une demande expresse de report de délai auprès du service bénéficiaire en exposant clairement les circonstances du retard prévu, la date de survenance du fait générateur et le délai supplémentaire demandé. En cas de refus motivé du service bénéficiaire, il est fait application des pénalités prévues à l'article 9 du présent CCAP.

Article 2.6– Documents contractuels

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement et ses 2 annexes financières (DPGF et BPU)
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses 4 annexes,
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses 2 annexes,
- Le Cadre de Réponse Technique
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, ci après CCAG-FCS.
- Les actes spéciaux de sous-traitance et les avenants postérieurs à la notification du présent accord-cadre.

Toute clause portée dans les documents du titulaire contraire aux stipulations du présent accord-cadre ou la réglementation en vigueur est réputée non-écrite (y compris conditions générales de vente ou d'exécution du titulaire).

Article 2.7 – Clause de réexamen

En application de l'article R.2194-1 du CCP, des modifications à l'accord-cadre pourront être apportées en cours d'exécution.

L'ajout de nouveaux besoins liés à des équipements non répertoriés au BPU et / ou en lien avec de nouvelles technologies dans le présent accord-cadre fera l'objet d'un avenant rédigé par la PFRA.

2.7.1 – L'intégration de nouveaux établissements publics

En application de l'article R. 2194-1 du CCP, la liste des établissements publics bénéficiaires du présent marché pourra être complétée pendant toute la durée du marché, dans la limite des montants maximums. Ces intégrations ne pourront se faire qu'à la date anniversaire de l'accord-cadre.

L'établissement public désirant figurer parmi la liste des bénéficiaires du marché, doit en faire la demande à l'acheteur par écrit, y compris par le biais d'un courrier électronique.

Après instruction et validation de la demande avec le titulaire, la modification sera validée par un avenant signé et notifié par l'acheteur.

2.7.2 – Rajout ou retrait d'équipements au niveau du bon de commande concernant la maintenance préventive après la visite initiale d'entrée

Les prix forfaitaires pour la maintenance préventive pourront être réévalués en cas de fortes divergences entre l'inventaire fourni à l'annexe 1 à l'acte d'engagement (DPGF) et celui réalisé par le titulaire, lors de la visite de recensement initial contradictoire.

Cette plus-value donnera lieu à l'émission d'un bon de commande complémentaire.

Une forte divergence s'apprécie comme tout ajout ou retrait d'équipements entraînant une différence de plus de 10% par site du prix forfaitaire annuel fixé à l'annexe 1 à l'acte d'engagement précité et dont le montant doit être justifié et détaillé par le titulaire.

2.7.3 – Rajout ou retrait d'équipements et / ou de site en cours d'exécution

Un équipement ou un site peut être ajouté ou retiré de l'inventaire des sites et équipements en cours d'exécution du contrat. Une simple information écrite est adressée au titulaire précisant les équipements et/ou site à ajouter ou à retirer sans qu'il soit nécessaire de passer un avenant au contrat.

En cas de rajout d'un équipement, ce dernier fera l'objet d'un bon de commande complémentaire, avec un chiffrage s'appuyant sur les prix proposés dans les documents financiers remis à l'offre.

Toute modification de périmètre devra être reportée à l'inventaire exhaustif transmis par le titulaire 1 mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre et ce afin d'actualiser la DPGF annexée à l'acte d'engagement.

2.7.4 – Clause de réexamen en cas de circonstances imprévisibles

Il est fait application de l'article 24 du CCAG-FCS.

Article 2.8 – Prestations similaires

L'acheteur peut négocier, avec le titulaire, sans publicité ni mise en concurrence préalables, un marché de prestations similaires en application des dispositions de l'article R. 2122-7 du CCP.

Article 2.9 -Communication

La PFRA et les services bénéficiaires notifient au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tous les moyens permettant d'en attester la date de réception.

En cas de dématérialisation, les échanges se font : par l'outil de messagerie de la plateforme des achats de l'état (PLACE).

Les échanges dématérialisés, autres que ceux faisant courir un délai, se font par messagerie électronique.

Article 2.10 – Lieux d'exécution et de livraison

Le présent marché s'exécute sur l'ensemble du territoire de la Région BRETAGNE.

Le lieu d'exécution est précisé dans chaque bon de commande.

Article 2.11 – Transport et déplacement

Les frais de déplacement et de transport sont à la charge du titulaire et sont réputés inclus au titre du prix de la prestation.

Article 2.12 – Langue

Tous les documents écrits remis par le titulaire au pouvoir adjudicateur doivent être rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il devra fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français établie par un traducteur agréé.

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales qui pourraient avoir lieu entre le pouvoir adjudicateur, le titulaire et ses sous-traitants éventuels, durant la phase d'exécution du marché s'effectuera en français.

ARTICLE 3 : MODALITÉS DE PASSATION DES BONS DE COMMANDES

Article 3.1 – Émission des bons de commande

Le présent accord-cadre est à bons de commandes.

Chaque service bénéficiaire notifie ses bons de commande au titulaire, par tout moyen permettant d'en accuser date de réception certaine.

Le point de départ du délai d'exécution du bon de commande est sa date de notification, ou mention spécifique portée par les services bénéficiaires dans leurs bons de commande.

Les bons de commandes peuvent être émis jusqu'à la date d'expiration du marché pour une durée d'exécution qui ne peut excéder six mois après le terme de l'accord-cadre.

Ces bons de commande, établis par le service bénéficiaire sur la base des prix mentionnés dans la DPGF, du bordereau des prix et des délais comprennent au moins :

- La date du bon de commande ;
- Le numéro de l'accord-cadre ;
- le n°EJ du bon de commande ;

- le n° de service exécutant (exemple : FAC00044) ;
- le site concerné et son poste d'exécution ;
- l'adresse du site concerné et la désignation de la prestation à réaliser et la quantité demandée ;
- les dates prévisionnelles du début d'exécution et d'achèvement ;
- le montant total HT de la commande, le taux et le montant de la TVA, le montant total TTC de la commande ;
- le nom et l'adresse du titulaire ;
- Le niveau de criticité (panne bloquante / panne non bloquante)
- la signature de la personne responsable ;
- toute autre information jugée nécessaire à la commande.

Les bons de commande doivent être établis par les personnes habilitées à passer la commande. Ils sont datés et numérotés. Ils sont adressés au titulaire par voie dématérialisée.

La résiliation de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande s'il est émis avant la date d'effet de cette décision. Le titulaire du marché est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations commandées.

Article 3.2 – Bons de commande émis au titre du forfait de la maintenance préventive et des forfaits de maintenance corrective

Les prestations annuelles forfaitaires de maintenance préventive et corrective sont exécutables au titre de l'exécution d'un bon de commande. Le bon de commande doit clairement stipuler la date d'effet de la prestation, c'est-à-dire sa date de démarrage.

Les bons de commande au titre de la maintenance préventive sont émis une fois par an et couvre l'ensemble des besoins de maintenance préventive d'un site pour l'année en cours. Il en va de même pour les forfaits de maintenance corrective.

Le montant du bon de commande annuel correspond strictement au montant forfaitaire annuel mentionné pour ce site sur la DPGF (annexe 1 à l'acte d'engagement), actualisée s'il y a lieu soit suite à la visite d'inventaire préalable (art 2.8.2 du présent document) soit suite à l'inventaire exhaustif annuel dû par le titulaire (art 2.8.3 du présent document).

Un planning prévisionnel de maintenance préventive, défini en accord entre le titulaire et le responsable de site, doit être adressé aux services bénéficiaires dans le mois suivant l'inventaire de prise en charge des équipements.

Article 3.3 – Bons de commande émis au titre de la maintenance corrective hors forfaits et des prestations associées

- Les bons de commande au titre de la maintenance corrective programmée ou de prestations associées sont émis à la survenance des besoins par chaque responsable de site le cas échéant après élaboration d'un devis sur la base des prix de l'annexe 2 à l'acte d'engagement « BPU ». Le devis devra être transmis au service dans les cinq jours ouvrés suivants la demande.
- Dans le cas d'une maintenance corrective faisant suite à une panne bloquante ou à une panne non bloquante, le délai de transmission par le titulaire est fixé à cinq (5) jours ouvrés maximum dès la fin d'une intervention ayant mis en place une solution curative définitive.

Le devis devra faire figurer a minima :

- une date et une référence propre à chaque devis ;
- la référence de la demande d'intervention ainsi que la date et l'heure précises de réception de la demande ;
- le nom du service bénéficiaire ;
- le nom et l'adresse du site concerné par les prestations ;
- l'identification précise de l'équipement concerné ;
- la date prévue et la durée estimée pour la réalisation des prestations ;
- la nature détaillée de l'intervention, éventuellement son niveau de complexité, la nature des pièces échangées, etc. ;
- le nom, le téléphone et l'adresse e-mail du titulaire ;
- Le temps et le coût de main d'œuvre estimée
- Le niveau de criticité (panne bloquante / panne non bloquante)
- Le prix des pièces à remplacer,
- Le montant total HT et TTC

Sur la base des informations produites par le titulaire dans son devis, le bon de commande mentionne :

- le prix de la main d'œuvre sur la base du coût horaire contractualisé,
- le cas échéant, le coefficient de majoration applicable aux taux de main d'œuvre en cas d'intervention hors heures et jours ouvrés ;
- le coût des fournitures après application du % de majoration sur le prix facturé par le fournisseur.

Le bon de commande ne peut être valablement émis qu'après validation formelle écrite par le responsable de site du devis du titulaire.

Les interventions de maintenance préventive devront être obligatoirement disjointes des actions de maintenance corrective en étant réalisées à des dates différentes.

Article 3.4 – Signataires des bons de commande

Le service bénéficiaire du marché, procède à l'émission de ses bons de commande, s'assure de la bonne exécution des prestations, liquide et mandate les demandes de paiement le concernant.

Le signataire du bon de commande est habilité à émettre toutes les décisions au titre du bon de commande et il est en particulier le seul responsable pour les prolongations de délais émises, les exonérations de pénalités et toutes les décisions portant grief (ajournement, réception avec réfaction, rejet...).

ARTICLE 4 : MODALITÉS D'EXÉCUTION DE L'ACCORD-CADRE

Les interventions auront lieu sur site ou en télémaintenance.

Le titulaire a la responsabilité d'exécuter les interventions dans les règles de l'art. D'une manière générale, il s'efforcera, lors de ses interventions, d'éviter ou de limiter autant que possible de perturber le fonctionnement de l'établissement.

Le titulaire s'engage à respecter l'ensemble des dispositions des documents. Il est responsable de ses moyens mis en œuvre, et a donc une obligation de résultat.

Article 4.1 – Réunion de démarrage de l'accord-cadre

Une réunion préalable au démarrage de l'accord-cadre est organisée par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur avec les titulaires.

La réunion a pour objectif :

- la présentation des services bénéficiaires aux titulaires ;
- le rappel des rôles respectifs de chacun au titre de l'exécution du contrat ;
- le fonctionnement de l'accord-cadre
- les priorités et attendus du marché ;
- le rappel des livrables et des délais impartis ;

Article 4.2 – Inventaire et prise en charge des équipements au titre de la maintenance préventive

Le délai fixé pour réaliser l'inventaire court à compter de la notification du bon de commande lançant la maintenance préventive.

Le titulaire établit une prise en charge et un état des lieux de prise en charge précis de chaque installation dans un délai maximum de deux (2) mois après la date de notification du marché pour les sites ayant recours à cette maintenance. Une copie est adressée par messagerie électronique au service bénéficiaire du marché. Ce recensement contradictoire fait l'objet d'un procès-verbal signé qui fait foi pour la durée de l'accord-cadre.

Le titulaire a la possibilité, après accord du service bénéficiaire, de mutualiser la première visite d'entretien annuel avec le recensement contradictoire des équipements dans la mesure où la première visite est réalisée dans la même période dévolue à l'état des lieux de prise en charge.

Le recensement des installations est remis au gestionnaire dans les 15 jours calendaires suivant sa réalisation. Cet état des lieux de prise en charge est réalisé en présence du responsable de site si celui-ci le souhaite et sera mis à disposition du service bénéficiaire dans les conditions précisées infra.

Cette visite permet en outre la présentation du « responsable de site » au titulaire et la transmission des informations nécessaires à l'établissement d'un plan de prévention conformément à l'article R237-7 du Code du travail. De ce fait, le titulaire déclare être parfaitement informé de la configuration des locaux et de la consistance des équipements dont il assure la maintenance.

Il est présumé avoir une parfaite connaissance des installations et ne pourra pas arguer d'erreurs ou d'omissions, ni de l'état des équipements et installations pour ne pas assurer sa prestation, partiellement ou en totalité, dans le cadre défini par le présent document.

Article 4.3 – Revue de contrat

Le pouvoir adjudicateur ou ses représentants effectuent des revues du contrat. L'administration fixe, en accord avec le titulaire, la date de réunion.

Le titulaire doit participer aux réunions auxquelles il est convoqué par le responsable de site sans coûts supplémentaires.

Ces réunions peuvent également concerner la prestation d'assistance à tierce entreprise et sont indépendantes de cette dernière.

Article 4.4 – Rapport annuel d'activité et inventaire exhaustif annuel

Le rapport annuel d'intervention comportera :

- ✓ le récapitulatif des différentes interventions effectuées au cours de l'année et des matériels remplacés,
- ✓ les anomalies principales et les faits marquants,
- ✓ un rapport sur les non-conformités éventuelles et sur l'évolution de la réglementation concernant les appareils entretenus,
- ✓ la mise à jour de l'inventaire des matériels,
- ✓ une prévision budgétaire de mises à jours (matérielles et logicielles) éventuelles à effectuer pour l'année à venir, et le cas échéant pour les 3 années à venir,
- ✓ le rapport de gestion des pièces de rechange avec un prévisionnel de commandes pour l'année à venir,
- ✓ et le cas échéant, des propositions éventuelles pour améliorer le fonctionnement des installations.

Ce rapport annuel sera remis à chaque responsable de site (avec copie par messagerie électronique au service coordonnateur du marché), au plus tard un mois après la date d'échéance du contrat, sous peine d'application des pénalités prévues au marché.

Article 4.5 – Réversibilité et Audit de sortie

En fin d'exécution d'accord-cadre, le titulaire s'engage à laisser les équipements en état normal et opérationnel de bon fonctionnement.

Un procès-verbal contradictoire de l'état des lieux et des équipements est établi six (6) mois avant la date de fin de la période contractuelle du marché.

Tout défaut de communication des documents correspondants dans les délais entraîne l'application des pénalités prévues au présent contrat.

Le titulaire assure la réversibilité des données relatives à l'exécution du présent marché, notamment en permettant l'export selon un format standard (tableur ou traitement de texte) des données relatives à la liste des équipements maintenus et au suivi de la maintenance des installations.

Le titulaire transmet à l'échéance du marché aux services qui en feront la demande l'ensemble de la documentation à jour :

- Le journal de bord des interventions ;
- Documentation d'exploitation comportant les schémas fonctionnels et les notices de fonctionnement ;
- Schéma général des autocommutateurs ;
- Plans de repérage des équipements sur site.
- Liste actualisée des équipements par site (fichier de recensement annexé au présent CCTP, mis à jour)
- Toute autre documentation qu'il juge nécessaire à la gestion et l'entretien des équipements objets du marché.

Tous frais de reproduction, de remise en état ou de reconstitution de la documentation est à la charge du titulaire.

Article 4.6 – Sous-traitance

Désignation des sous-traitants :

Le titulaire peut sous-traiter une partie de l'exécution de l'accord-cadre, à la condition expresse d'avoir obtenu du représentant du pouvoir adjudicateur, l'acceptation du ou des sous-traitants et des conditions de paiement des contrats de sous-traitance.

La sous-traitance totale du marché est interdite.

L'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance sont constatés par une déclaration de sous-traitance (DC4) signée par le représentant du pouvoir adjudicateur, par le titulaire et le sous-traitant conformément à l'article L2193-1 à 3 et R2193-1 à 22 du CCP.

Afin d'obtenir l'agrément du responsable du pouvoir adjudicateur, le titulaire doit présenter son sous-traitant à la PFRA Bretagne par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4, téléchargeable sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-ducandidat>

Cet acte mentionne notamment :

- la nature des prestations sous-traitées envisagée ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale du sous-traitant ;
- son adresse postale ;
- le montant maximum des sommes à lui verser par paiement direct ;
- les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix ;
- ses capacités financières et professionnelles.

Le responsable du pouvoir adjudicateur dispose de vingt-et-un (21) JOURS à compter de la remise de la demande d'agrément pour se prononcer sur la demande d'acceptation du sous-traitant.

En l'absence de réponse dans ce délai, le sous-traitant est réputé être accepté par le responsable du pouvoir adjudicateur du marché.

Elle doit être adressée par le titulaire à la PFRA Bretagne.

Modalités de paiement direct :

Le sous-traitant est payé directement si son contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC.

Pour les sous-traitants, le titulaire joint au projet de décompte, la demande de paiement dudit sous-traitant libellée au nom du représentant du pouvoir adjudicateur, revêtue de son acceptation.

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des entrepreneurs, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévues dans le marché.

Pour les sous-traitants d'un entrepreneur membre d'un groupement, la demande de paiement du sous-traitant, jointe au projet de décompte, doit être acceptée par celui des entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance.

En outre, dans le cas d'un groupement, si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit accepter également la demande de paiement du sous-traitant.

Article 4.7 – Essais et contrôles des prestations

les opérations de vérifications et d'admission des prestations attendues sont effectuées conformément aux stipulations des articles 27 et 28 du ccag-fcs.

Les opérations de vérification ont pour but de constater que les prestations réalisées sont conformes aux stipulations du CCTP et aux engagements du titulaire.

Ce contrôle est effectué soit par un référent technique du service bénéficiaire, soit par un prestataire externe désigné par celui-ci. L'entreprise titulaire de l'accord-cadre est tenu de mettre à sa disposition tous les documents nécessaires pour effectuer son contrôle.

En cas de non-exécution d'une partie des prestations, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de la faire exécuter, après mise en demeure assortie d'un délai d'exécution et non suivi d'effet, par un tiers aux frais et risques du titulaire, dès lors que les conditions normales d'utilisation du bâtiment sont compromises du fait de la défaillance du titulaire.

L'exécution aux frais et risques du titulaire peut-être prononcée indépendamment de la résiliation du marché, lorsque l'indisponibilité des installations entretenues n'excède pas un mois. Au-delà, la décision de résilier le marché sans versement d'indemnités au titulaire défaillant peut intervenir. Une exécution incomplète est assimilée à la non-exécution, sauf pour le titulaire à justifier des raisons qui, extérieures à son entreprise, s'opposeraient à la bonne et entière exécution des prestations.

Article 4.8 – Suivi financier des prestations

Afin de permettre à la PFRA de suivre l'exécution financière du présent accord-cadre, le titulaire est tenu de :

- produire un état annuel de la consommation
- produire un état de la consommation à date, à la demande de la PFRA, dans un délai maximal de 15 jours à compter de la demande.
- alerter l'acheteur lorsque les consommations atteignent 75 % de la quantité maximale ou de la valeur maximale prévue par l'acheteur dans les documents de la consultation.

Article 4.9 - Clause d'insertion par l'économie

4.9.1 – Obligation d'action sociale

L'acheteur, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article 2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une clause obligatoire d'action sociale.

L'entreprise titulaire du marché devra réaliser une action sociale « Immersion en entreprise » qui permette la mobilisation vers l'emploi de personnes en parcours d'insertion professionnelle rencontrant des difficultés particulières.

Cette action vise à accueillir un stagiaire, en parcours d'insertion professionnelle rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières (notamment : personnes reconnues travailleurs handicapés, habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville, jeunes et seniors en difficulté d'insertion professionnelle, jeunes diplômés...) dont l'éligibilité a été validée par le dispositif d'accompagnement des clauses sociales cité infra, pour une période définie dans le cadre d'une convention de stage.

La mise en place de l'immersion se fera par l'accueil d'un demandeur d'emploi jeune ou adulte dans le cadre de Période de Mise en Situation en Milieu Professionnel (PMSMP) d'une durée de 35 heures ou 70 heures. (Convention avec le Service Public de l'emploi).

Les offres de stage seront obligatoirement communiquées à la structure facilitatrice.

Exemple de justificatifs à produire en phase d'exécution du marché : convention de stage et bilan du stage.

4.9.2 – Insertion de personnes éloignées de l'emploi

Le dispositif d'insertion par l'activité économique mis en place dans le cadre du présent accord-cadre, vise à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi de personnes éloignées de l'emploi et rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières, dont l'éligibilité de la candidature a été validée dans le cadre du dispositif d'accompagnement des entreprises.

Pour cet accord-cadre, les candidats s'engagent à réaliser une action d'insertion de personnes rencontrant des difficultés professionnelles ou sociales particulières. Les personnes concernées par cette action sont, en priorité, des demandeurs d'emploi de longue durée – plus d'un an ; allocataires du RSA, publics reconnus travailleurs handicapés au sens de l'article L 5212-13 du Code du Travail, les bénéficiaires des minimas sociaux, jeunes de faible niveau de qualification et/ou n'ayant jamais travaillé en recherche d'emploi, des personnes de plus de 50 ans, les personnes relevant de l'insertion par l'activité économique définies dans l'article L- 5132-4 du Code du Travail, les participants des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi ...).

Il leur est réservé obligatoirement, à l'occasion de l'exécution des accord-cadres, un volume d'heure minimum de 350 h à consacrer à l'insertion sur la durée totale du marché.

Les heures seront effectuées sur les 4 ans du contrat s'il est fait application des 2 reconductions. A défaut, les heures à exécuter seront proratisées au nombre d'année du contrat. A l'issue de chaque année d'exécution de l'accord-cadre, un bilan de l'engagement d'insertion est réalisé par le réseau des facilitateurs pour tenir compte de l'évolution des personnes en insertion et adapter si nécessaire les modalités de l'obligation d'insertion prévues au présent accord-cadre (notamment en cas d'embauche en contrat durable).

Option n°1 : Embauche directe

Elle peut se traduire par le recrutement direct de demandeurs d'emplois : CDI, CDD, contrats en alternance (apprentissage ou professionnalisation) après validation par les facilitateurs, des publics prioritaires de la clause d'insertion.

Option n°2 : Recours à la sous-traitance ou à la co-traitance avec une entreprise d'insertion

Dans le cadre de la co-traitance, l'entreprise classique et l'entreprise d'insertion répondent en commun à la présente consultation. Elles s'engagent conjointement non seulement sur l'ensemble des travaux mais aussi sur l'objectif d'insertion.

Option n°3 : La mise à disposition de personnel

Le titulaire est en relation avec un organisme extérieur qui met à disposition des salariés en insertion durant la durée de l'accord-cadre.

Il peut s'agir d'une entreprise de travail temporaire (ETT) dans le cadre des dispositions de l'accord national professionnel du 7 septembre 2005, entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), d'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ou d'une association intermédiaire (AI).

Les titulaires peuvent opter pour l'une ou l'autre de ces formules. Ils ont, en outre, la possibilité de présenter une ou plusieurs variantes respectant le principe de base.

Les personnes en insertion devront être intégrées dans les équipes de travail sur des postes productifs, pour cela, l'entreprise doit désigner un tuteur qui sera chargé d'assurer une fonction de formateur.

4.9.3 – L'accompagnement de l'insertion

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le titulaire peut bénéficier d'un service spécifique d'accompagnement par l'organisme suivant qui joue le rôle de « facilitateur » des clauses sociales pour la région Bretagne :

Défis Emploi
- 1, rue Louis Pidoux - 29000 BREST
coordinationregionale.clause@defisemploi.bzh – 02 98 42 78 78.

Cette structure a pour missions :

- ❑ D'assister les entreprises candidates pendant la préparation de leur offre, en matière de dispositif d'insertion
- ❑ De proposer des personnes susceptibles de bénéficier des mesures d'insertion avec le concours des organismes spécialisés
- ❑ De fournir la liste des opérateurs de l'insertion par l'économie concernés par l'accord-cadre.

4.9.4 – Modalités d'exécution et de contrôle

Il est procédé au contrôle de l'exécution des actions d'insertion pour lesquelles le titulaire s'est engagé.

À cet effet, il produit au facilitateur chargé du suivi de son dossier tous les renseignements relatifs à la mise en œuvre de l'action.

En tout état de cause, le titulaire doit informer la plate-forme régionale des achats par mail avec notification de lecture, des difficultés qu'il rencontre pour assurer son engagement. Dans ce cas, le facilitateur identifié étudie avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

Les difficultés pour assurer son engagement devra en informer l'acheteur et lui proposer des adaptations de son action d'insertion en les justifiant.

La non mise en œuvre de ces dispositions donne lieu à l'application de pénalités fixées à l'article 9 du présent CCAP.

Article 4.10 - Clause environnementale

Les attentes et exigences environnementales relatives à ce marché sont décrites à l'article 9 du CCTP.

ARTICLE 5 : OBLIGATIONS PROFESSIONNELLES DU TITULAIRE

Article 5.1 – Obligation de conseil

Le titulaire a un devoir de conseil (et d'alerte) s'il se rend compte, lors de ses interventions, d'anomalies ou de dangers potentiels au titre de ses prestations.

Il est tenu de signaler au service bénéficiaire tout élément qui lui paraîtrait de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation.

Article 5.2 – Obligation d’information

Conformément à l'article 3.4.2 du CCAG-FCS, le titulaire est tenu de notifier sans délai au responsable de site et au Représentant du Pouvoir Adjudicateur toute modification survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre relative :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;
- de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

S'il néglige de se conformer à cette obligation, la personne publique ne saurait être tenue pour responsable des retards de paiement des factures.

Article 5.3 – Obligation de résultat

Une obligation de résultat selon les usages commerciaux, la réglementation et la jurisprudence en vigueur dans le secteur d'activité concerné pèse sur le titulaire. En conséquence, le titulaire s'oblige à prendre toutes les mesures afin d'exécuter les prestations commandées en respectant les normes et standards de l'administration et les spécifications particulières fixées dans le présent cahier des clauses techniques particulières.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES DU TITULAIRE

Article 6.1 – Déclaration d’assurance

Conformément à l'article 9 du CCAG FCS, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du représentant du pouvoir adjudicateur, des services bénéficiaires émetteurs des bons de commande et des tiers victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations, y compris en cas de sous-traitance. Dans un délai de 15 (quinze) jours à compter de la notification de l'accord-cadre, et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être titulaire d'une police d'assurances :

- au titre de la responsabilité civile ;
- garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations ;
- couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-6 et 2270 du Code Civil.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents du pouvoir adjudicateur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant au pouvoir adjudicateur ou à des tiers.

Par la suite, et pendant toute la durée de l'accord-cadre, le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité, sans interruption. Il dépose les attestations de renouvellement de

son assurance selon les informations fournies par la PFRA au démarrage du marché et ce jusqu'à l'expiration du contrat en cours

À défaut, l'administration pourra résilier l'accord-cadre aux torts et aux frais du titulaire, sans indemnité.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite au pouvoir adjudicateur de l'accord-cadre, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément le pouvoir adjudicateur de toute modification de son contrat d'assurance.

Article 6.2 – Déclaration de paiement des impôts et des cotisations sociales et extrait kbis

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessous devront être déposées par le titulaire selon les informations fournies par la PFRA au démarrage du marché et ce jusqu'à l'expiration du contrat en cours

Le titulaire, et ses sous-traitants, atteste(nt) sur l'honneur que les prestations nécessaires à l'exécution du marché seront effectuées par des salariés employés régulièrement au regard de la législation du travail et de la sécurité sociale en vigueur et particulièrement au regard des articles L.1221-10 et suivants, L.3243-1 et suivants et R.3243-3 et suivants du code du travail.

Le titulaire s'engage à déposer sur la plateforme indiquée par la PFRA avant la notification de l'accord-cadre et, par la suite, tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, les documents visés à l'article D.8222-5 du code du travail, à savoir :

➤ une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales incombant au titulaire et datant de moins de six mois,

➤ une attestation sur l'honneur du titulaire du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires et le récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises, lorsque le titulaire n'est pas tenu de s'immatriculer au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers et n'est pas en mesure de produire un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés ou une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers.

➤ un extrait Kbis ou K de la société.

Quand le cocontractant emploie des salariés étrangers, il fournit : une liste nominative de ces salariés comportant la date d'embauche, la nationalité du salarié, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Quand le cocontractant établi à l'étranger détache des salariés sur le territoire national pour l'exécution de l'accord-cadre, il fournit : une liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail, comportant la date d'embauche, la nationalité du salarié, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

En cas de recours à des sous-traitants, le titulaire s'engage à s'assurer que le sous-traitant auquel il a recours est régulièrement immatriculé, effectue ses déclarations sociales et fiscales obligatoires et emploie régulièrement son personnel au regard de la législation du travail et de la sécurité sociale en vigueur. Le titulaire s'engage à produire, pour ses sous-traitants, les mêmes documents que ceux qu'il est tenu de communiquer à la personne publique et selon la même fréquence.

Dans l'hypothèse où il s'avérerait que le titulaire, bien qu'ayant produit les documents visés à l'article D.8222-5 du code du travail, a recours au travail dissimulé, la personne publique se réserve

la possibilité de prononcer la résiliation du marché, sans avoir à verser une quelconque indemnité, et sous réserve que le recours au travail dissimulé soit avéré.

Article 6.3 – Traitement de données à caractère personnel

Le présent accord-cadre comporte un ou des traitements de données à caractère personnel.

6.3.1. Préambule – précisions terminologiques

Pour l'application du présent article, le responsable de traitement au sens du règlement général sur la protection des données (RGPD) est l'acheteur et les sous-traitants sont les titulaires de l'accord-cadre.

La présente clause a pour objet de définir les conditions dans lesquelles chaque titulaire s'engage à effectuer pour le compte de l'acheteur les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre du présent contrat, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, «règlement général sur la protection des données » RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

6.3.2. Description du traitement de données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur, pour la durée du présent accord-cadre, les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations prévues au présent accord-cadre au profit des services bénéficiaires.

Pour l'exécution des prestations de l'accord-cadre et en cas de besoin avéré, la Plate-forme régionale des achats pourra mettre à la disposition des titulaires les données à caractère personnel suivantes : noms, prénoms, fonction, courriel, téléphone et direction de rattachement des interlocuteurs des services bénéficiaires. La transmission de ces données a pour unique finalité la facilitation de la mise en relation avec les services bénéficiaires et n'autorise en aucun cas un retraitement ou une diffusion en dehors des services concernés des titulaires.

6.3.3 – Sous-traitance des activités de traitement (articles 28.2 et 28.4 du rgpd)

Lorsque le titulaire fait appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du marché public.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou tout autre document équivalent.

Article 6.4 – Propriété intellectuelle

Le titulaire garantit l'administration contre toutes les revendications des tiers relatives à la propriété intellectuelle ou industrielle des matériels et des progiciels fournis au titre du marché.

Si le pouvoir adjudicateur est victime d'un trouble dans la jouissance des matériels ou des progiciels fournis, le titulaire doit prendre immédiatement les mesures propres à le faire cesser, notamment :

- soit modifier ou remplacer les éléments en litige, de manière qu'ils cessent de tomber sous le coup de la réclamation, tout en restant conformes aux spécifications du marché ;
- soit faire en sorte que l'administration puisse utiliser les éléments en litige sans limitation et sans paiement de licence.

Le pouvoir adjudicateur, s'il fait l'objet d'une assignation fondée sur un droit de propriété industrielle ou intellectuelle portant sur l'un des éléments des prestations, s'engage pour sa part à :

- aviser le titulaire, dans un délai de huit jours, de l'assignation qu'il aurait reçue ;
- l'appeler en cause en qualité de garant et à souffrir qu'il soulève les moyens utiles à sa défense ;
- accepter qu'il négocie, si bon lui semble, le désistement du demandeur, étant précisé qu'il n'en résultera aucune dépense supplémentaire à la charge de l'administration.

ARTICLE 7 : MESURES DE SÉCURITÉ

Au cours de son intervention dans les locaux de la personne publique, le personnel du titulaire est assujéti aux règles d'accès et de sécurité établies par la personne publique. Si nécessaire, le titulaire fournira les données relatives aux intervenants pour qu'ils soient habilités à intervenir sur site. Les sous-traitants du titulaire sont soumis aux mêmes prescriptions.

Tout personnel du titulaire est soumis à des mesures de sécurité, qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès à des informations. Les annexes 1, 2 et 3 du présent CCAP détaillent notamment les mesures de sécurité propres :

- aux établissements pénitentiaires ;
- aux services de gendarmerie ;
- aux services de police.

De manière générale, les règles de sécurité applicables seront celles définies par les responsables de site sus-mentionnés ; Elles seront portées à la connaissance du titulaire. Le titulaire acceptera le règlement et tous les contrôles afférents.

Les personnels du titulaire ne seront autorisés à pénétrer dans les locaux de l'administration qu'après avoir été nommément agréés et soumis pendant leurs prestations aux mêmes règles de discipline que les agents de l'administration.

Avant la première intervention, le titulaire devra fournir aux services bénéficiaires la liste nominative de son personnel susceptible d'intervenir sur le(s) site(s). Cette liste sera mise à jour dès que nécessaire, puis communiquée aux services bénéficiaires concernés.

Le cas échéant, le titulaire devra fournir les renseignements nécessaires à l'établissement des laissez-passer permanents exigés pour la circulation du personnel sur le site. Faute d'avoir accompli les démarches nécessaires pour que leurs agents soient autorisés à accéder aux sites selon les règlements édictés par les chefs de service respectifs, les titulaires devront ajourner leurs prestations sans indemnisation.

Le non-respect des obligations en matière de sécurité peut entraîner la résiliation du marché pour faute du titulaire.

Article 7.1 – Secret professionnel – Restriction de circulation – Confidentialité

Au cas où les nécessités de la sécurité de ses activités l'exigeraient, l'Administration peut se réserver le droit de refuser à un ou plusieurs agents de l'intervenant l'accès de certains locaux.

L'entreprise s'engage à ne pas communiquer, en France et à l'étranger, sous quelque forme que ce soit, les renseignements qu'il a pu recueillir pendant l'exécution de la prestation.

Conformément aux dispositions de l'article 5 du CCAG-FCS, les informations dont le titulaire prend connaissance dans le cadre de l'exécution du marché revêtent un caractère strictement confidentiel. Ces renseignements ne peuvent, sans autorisation écrite de l'Administration, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour les connaître.

Article 7.2 – Sécurité pénitentiaire

Le titulaire est réputé connaître toutes les conditions d'intervention propres aux établissements pénitentiaires à la signature de l'acte d'engagement et les dispositions rappelées en annexe 2 du présent CCAP « dispositions applicables aux établissements pénitentiaires ». Il renonce donc à faire état ultérieurement des difficultés provenant des contraintes en milieu carcéral pour modifier la nature ou le montant de ses travaux.

Article 7.3 – Sécurité des bâtiments de la gendarmerie nationale

Le titulaire est réputé connaître toutes les conditions d'intervention propres aux établissements de la Gendarmerie Nationale à la signature de l'acte d'engagement et les dispositions rappelées en annexe 3 du présent CCAP « Dispositions générales applicables aux casernes et infrastructures de la gendarmerie nationale - Obligation de discrétion et mesure de sécurité au sein des bâtiments et infrastructures de la Gendarmerie Nationale ».

Article 7.4 – Sécurité des bâtiments de la police nationale

Le titulaire est réputé connaître toutes les conditions d'intervention propres aux établissements de la police nationale à la signature de l'acte d'engagement et les dispositions rappelées en annexe 4 du présent CCAP.

ARTICLE 8 : RÉGIME FINANCIER

Article 8.1 – Établissement des prix

Le marché est pour partie à prix global et forfaitaire et pour partie à prix unitaire à bon de commande, sans minimum et avec un maximum détaillé à l'article 2.2 du présent CCAP.

Pour les prestations de maintenance préventive et les forfaits de maintenance corrective le forfait annuel est déclenché par un bon de commande de démarrage, et produit annuellement par les services.

Les prestations relatives à la maintenance corrective hors forfait et les prestations associées sont à prix unitaires établies sur la base de l'annexe 2 à l'acte d'engagement.

Article 8.2 – Contenu des prix

Les prestations seront rémunérées suivant les formes de prix suivantes :

Définition des prestations	Références à indiquer sur le bon de commande	Type de prix	Horaires de réalisation de la prestation	Modalités d'obtention de la prestation
MAINTENANCE PRÉVENTIVE (CF DPGF)	<u>Forfait MP</u> (forfait de maintenance préventive)	Forfait sur 12 mois	Uniquement en heures ouvrées (lundi au vendredi de 8 h à 18 h) Prestation programmée à l'avance, sur rendez-vous.	Bon de commande d'une durée de 12 mois.
FORFAITS DE MAINTENANCE CORRECTIVE (CF DPGF)	<u>Forfait MCHO</u> (forfait de maintenance corrective en heures ouvrées)	Forfait sur 12 mois quel que soit le nombre d'interventions (main d'œuvre et déplacement inclus) Les pièces détachées sont facturées à part suivant devis	Uniquement en heures ouvrées (lundi au vendredi de 8 h à 18 h). Prestation demandée par le service bénéficiaire suite à la constatation d'une panne	Bon de commande d'une durée de 12 mois hors pièces détachées
	<u>Forfait MC24H</u> (forfait de maintenance corrective en heures ouvrées et non ouvrées)	Forfait sur 12 mois quel que soit le nombre d'interventions (main d'œuvre et déplacement inclus) Les pièces détachées sont facturées à part suivant devis	24 heures sur 24, 7 jours sur 7, jours fériés compris. Prestation demandée par le service bénéficiaire suite à la constatation d'une panne	Bon de commande d'une durée de 12 mois.
	<u>Télémaintenance HO</u> (destiné aux sites n'optant pas pour le forfait de maintenance corrective)	Prix unitaire à l'intervention en télémaintenance (Main d'œuvre sur la base d'un coût horaire inclus)	Uniquement en heures ouvrées (lundi au vendredi de 8 h à 18h). Prestation demandée par le service bénéficiaire suite à la constatation d'une panne	Bon de commande effectué sur la base de l'intervention demandée
	<u>Télémaintenance HNO</u> (destiné aux sites n'optant pas pour le forfait de maintenance corrective)	Prix unitaire à l'intervention en télémaintenance (Main d'œuvre sur la base d'un coût horaire inclus)	24 heures sur 24, 7 jours sur 7, jours fériés compris. Prestation demandée par le service bénéficiaire suite à la constatation d'une panne	Bon de commande effectué sur la base des interventions demandées
	<u>Intervention HO</u>			

PRESTATIONS CORRECTIVES AU CHOIX (CF BPU)	(destiné aux sites n'optant pas pour le forfait de maintenance corrective)	Prix unitaire à l'intervention sur site (main d'œuvre sur la base du coût horaire le déplacement étant inclus dans ce prix) Les pièces détachées seront facturées à part suivant devis	Uniquement en heures ouvrées (lundi au vendredi de 8 h à 18 h). Prestation demandée par le service bénéficiaire suite à la constatation d'une panne	Bon de commande effectué sur la base des interventions demandées
	<u>Intervention HNO</u> (destiné aux sites n'optant pas pour le forfait de maintenance corrective)	Prix unitaire à l'intervention sur site (main d'œuvre sur la base du coût horaire le déplacement étant inclus dans ce prix). Les pièces détachées seront facturées à part suivant devis	24 heures sur 24, 7 jours sur 7, jours fériés compris. Prestation demandée par le service bénéficiaire suite à la constatation d'une panne	Bon de commande effectué sur la base des interventions demandées
ÉCHANGE STANDARD DE POSTE (CF BPU)	<u>ESP</u> (Echange Standard de poste)	Prix unitaire par type de poste (Basique, moyen ou évolué)	Uniquement en heures ouvrées (lundi au vendredi de 8 h à 18h) et sur demande du service bénéficiaire	Bon de commande ponctuel en fonction des besoins
	<u>U01</u> <u>Prestations associées d'assistance pour paramétrages</u> Changement du message d'accueil, paramétrages : création, modification, permutation et programmation de postes)	Prix unitaire à l'intervention en télémaintenance ou prix unitaire à l'intervention sur site (main d'œuvre sur la base du coût horaire le déplacement étant inclus dans ce prix). Les fournitures éventuelles seront facturées en sus, sur devis.	Uniquement en heures ouvrées (lundi au vendredi de 8 h à 18h) et sur demande du service bénéficiaire	Bon de commande ponctuel en fonction des besoins
	<u>U 02</u> Fourniture d'extension matérielle et logicielle, mise à jour des autocommutateurs et logiciels internes	Prix unitaire à l'intervention sur site (main d'œuvre sur la base du coût horaire le déplacement étant inclus dans ce prix) ou en télémaintenance La fourniture de la licence est facturée à part suivant devis	Uniquement en heures ouvrées (lundi au vendredi de 8 h à 18h) et sur demande du service bénéficiaire	Bon de commande ponctuel en fonction des besoins

PRESTATIONS ASSOCIÉES (CF BPU)				
	<u>U 03</u> Visite de diagnostic des installations	Prix unitaire à l'intervention sur site (main d'œuvre sur la base du coût horaire le déplacement étant inclus)	Uniquement en heures ouvrées (lundi au vendredi de 8 h à 18h) et sur demande du service bénéficiaire	Bon de commande ponctuel en fonction des besoins
	<u>U 04</u> Formation et transfert de compétence : SVI etc...	Prix unitaire sur devis	Uniquement en heures ouvrées (lundi au vendredi de 8 h à 18h) et sur demande du service bénéficiaire	Bon de commande ponctuel établi à partir du devis
	<u>U 05</u> Réassurance logicielle concernant les autocoms IP	Prix sur devis	Uniquement en heures ouvrées (lundi au vendredi de 8 h à 18 h) et sur demande du service bénéficiaire	Bon de commande ponctuel établi à partir du devis
	<u>U06</u> Mise à disposition d'un technicien sur site durant une période donnée à l'occasion d'un événement stratégique	prix unitaire à l'intervention sur site (main d'œuvre sur la base du coût horaire le déplacement étant inclus)	Présence_sur_site Heures ouvrées ou Heures non ouvrées	Bon de commande ponctuel en fonction des besoins
	<u>U07</u> Assistance à une tierce entreprise	prix unitaire à l'intervention sur site (main d'œuvre sur la base du coût horaire le déplacement étant inclus)	Uniquement en heures ouvrées (lundi au vendredi de 8 h à 18h) et sur demande du service bénéficiaire	Bon de commande ponctuel en fonction des besoins
CONSOMMABLES	Pièces détachées ; Batterie et piles...	Prix sur devis sur la base du catalogue fournisseur majoré comprenant la fourniture, la pose des consommables	Uniquement en heures ouvrées (lundi au vendredi de 8 h à 18h) et sur demande du service bénéficiaire	Bon de commande ponctuel établi à partir du devis

Au titre du présent marché, les heures et jours ouvrés sont définis comme suit : 8H00 – 18H00 du lundi au vendredi, jours fériés exclus.

L'ensemble des prix du marché figure dans les deux annexes financières aux actes d'engagement des titulaires.

Le pourcentage majoré défini au BPU sera appliqué au prix catalogue pour toute la durée du marché, reconductions comprises.

Les prix incluent :

- tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations ;
- la fourniture des catalogues des tarifs sous le format défini en commun avec le pouvoir adjudicateur ;
- le suivi commercial ;
- les frais afférents à la réalisation des prestations du présent marché, ainsi que les frais de déplacement et d'hébergement des interventions liées aux prestations sur site ;
- la mise en œuvre et l'exploitation des moyens de télécommunications lui permettant l'accès sécurisé au site de développement et les coûts de communication entre son site et ceux du pouvoir adjudicateur ;
- l'ensemble des sujétions particulières inhérentes au contenu même de l'exécution des prestations, y compris les conditions d'exploitation et d'accès des différents lieux d'enlèvement et de livraison. À ce titre, le titulaire ne pourra prétendre à aucun supplément de prix, ni à aucune indemnité quelconque ;
- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations ;
- la livraison des produits franc de port, d'emballage, de manutention, d'assurances, de stockage, de transport et de déchargement jusqu'au lieu de livraison. Aucun emballage ne sera facturé. Toutes les livraisons seront effectuées en « emballage perdu » ou récupérable.

Article 8.3 – Révision des prix

Les prix du marché sont révisibles.

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois correspondant au mois de remise des offres. Ce mois est appelé mois « zéro » : M0.

L'ensemble des prescriptions relatives à la révision des prix s'applique à tous les éléments constitutifs des prix issus du présent accord-cadre et bons de commande qui en découlent, à l'exception des coefficients.

Les prix ainsi déterminés restent fixes pour une durée de 1 an entre chaque révision.
Les prix des prestations commandées avant la date d'effet de la révision ne sont pas modifiés.
La PFRA est à l'initiative de cette révision.

Les prix aux annexes 1 et 2 à l'acte d'engagement sont révisés annuellement à la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre et entre en vigueur le 1^{er} du mois suivant selon la formule suivante :

$$P_n = P_0 (0,15 + 0,8 \text{ ICHTrevTS}_n / \text{ICHTrevTS}_0 + 0,05 \text{ FSD1}_n / \text{FSD1}_0)$$

dans laquelle :

P_n = prix révisé applicable pour la période annuelle N

P_0 = prix fixé dans l'offre du titulaire en M 0 (date limite de remise des offres DLRO).

ICHTrevTS_n = dernier indice mensuel du coût horaire du travail révisé, salaires et charges dans l'industrie mécanique et électrique (naf rev. 2 postes 25-30 32-33) - (base 100 en dec. 2008) publié et définitif à la date de révision (identifiant : <http://www.bdm.insee.fr> : « 001565183 » - CICE intégré).

ICHTrevTS_0 = dernier indice mensuel du coût horaire du travail révisé, salaires et charges dans l'industrie mécanique et électrique (naf rev. 2 postes 25-30 32-33) - (base 100 en dec. 2008) publié et définitif en M0, (identifiant : <http://www.bdm.insee.fr> « 001565183 » - CICE intégré).

FSD1n = dernier indice des frais et services divers 1, publié sur Le Moniteur (communiqué paru au BOCCRF du 30 septembre 2004), publié et définitif à la date de révision .

FSD10 = dernier indice des frais et services divers 1, publié sur Le Moniteur (communiqué paru au BOCCRF du 30 septembre 2004), publié et définitif en MO.

Arrondis :

Par dérogation à l'article 10.2 au C.C.A.G. - FCS du 30 mars 2021, les calculs intermédiaires et finaux sont effectués avec au maximum quatre décimales. Pour chacun de ces calculs, les arrondis sont traités de la façon suivante :

- si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Les pourcentages de révision des prix sont notifiés aux titulaires dans les meilleurs délais par le représentant du pouvoir adjudicateur de l'accord-cadre. Les services bénéficiaires en charge de l'exécution du présent accord-cadre en sont informés dès que possible.

Communication du catalogue fournisseur :

Le titulaire transmet à l'administration son catalogue mis à jour 1 (un) MOIS avant la date anniversaire de l'accord-cadre, et ce chaque année.

Le taux de majoration définit au BPU ne peut en aucun être révisé.

Article 8.4 – Avance

L'avance est accordée au titulaire dans les conditions prévues à l'article R.2191-16 du CCP.

Article 8.5 – Modalités de paiement

Le règlement des prestations s'effectue à terme échu après exécution et certification du service fait, sur présentation d'une facture correspondant aux prestations exécutées, à laquelle est jointe la copie du bon de commande correspondant. Les prix facturés sont ceux en vigueur au moment de la notification du bon de commande, par dérogation à l'article 10.2.2 du CCAG/FCS.

Les factures comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le numéro de l'accord-cadre ;
- le numéro d'EJ du marché ;
- la date et le numéro de la facture ;
- la dénomination et l'adresse du titulaire ;
- le numéro de SIREN ou de SIRET du titulaire ;
- la référence d'inscription au répertoire du commerce et au répertoire des métiers ;
- les références du compte bancaire mentionné sur l'acte d'engagement ;
- le détail des prestations exécutées ;
- le détail des prix unitaires et les quantités ;
- le montant hors TVA et TTC ;
- le taux et le montant de la TVA.

En cas de sous-traitance, ou de groupement conjoint, la facture est établie selon la nature des prestations exécutées par le sous-traitant.

Article 8.6 - Dématérialisation des factures

La transmission des factures s'effectue obligatoirement par voie dématérialisée.

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet <https://chorus-pro.gouv.fr> pour :

- Déposer ses factures sur le portail;
- Saisir directement ses factures.

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le site internet suivant : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1> rubrique "Nous contacter".

Pour enregistrer sa facture sur le site, le titulaire doit impérativement renseigner les deux informations suivantes :

- le numéro d'engagement juridique (EJ) CHORUS figurant sur le bon de commande ;
- le numéro du service exécutant (SE)

Article 8.7 – Délais de paiement

En application des articles R2192-10 à 15 du CCP, le paiement sera effectué dans un délai de 30 jours courant à compter de la date de réception de la demande de paiement par les services de la personne publique contractante ou à compter de la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après certification du service fait par l'acheteur. Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire. Le délai global de paiement pourra être suspendu dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

Article 8.8 – Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans ce délai donne lieu, de plein droit et sans autres formalités, au versement d'intérêts moratoires et au paiement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement (article L2192-13 du CCP).

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros. Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de 45 jours suivant la mise en paiement du principal.

Les retards de paiement éventuels ne constituent pas une cause licite de suspension des obligations du titulaire. Tout refus d'exécution des prestations pour ce motif est susceptible d'entraîner la résiliation unilatérale, et sans indemnité, du marché par le pouvoir adjudicateur aux torts exclusifs du titulaire.

Article 8.9 Modalités de facturation et de règlement des prestations

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après certification du service fait par l'acheteur. Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

Article 8.10 – Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

Article 8.11 – Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'euro.

ARTICLE 9 : PÉNALITÉS

Le présent article déroge à l'article 14 du CCAG/FCS.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalité. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

Les pénalités sont applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, sauf stipulation contraire.

Tout retard, par rapport au planning d'intervention annuel qui aura été arrêté entre le responsable de site et le titulaire, pourra être sanctionné par une pénalité égale à 50 € HT par jour ouvré de retard et par site d'intervention.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS 2021, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'exécution des prestations, lors de l'établissement des états d'acomptes, les factures ou constituer un élément du décompte général.

Quels qu'en soient les motifs parmi ceux énoncés ci-dessous, le cumul de 3 pénalités se rattachant à un même bon de commande peut donner lieu à l'exécution des prestations aux frais et aux risques du titulaire par une entreprise tierce, librement choisie par le service, conformément à l'article 45 du CCAG-FCS. Les modalités en sont exposées à l'article 17 du présent CCAP.

Motif	Pénalité	Délais	Faits générateurs
Retard de réalisation de la maintenance préventive par rapport au planning établi par le titulaire	50 € TTC	Par jour ouvré de retard	Constatation du retard à la visite de maintenance préventive
Dépassement du délai d'indisponibilité dans le cas d'une panne bloquante	50 € TTC	Par heure de retard à compter de l'heure de réception de la demande du service bénéficiaire	Constatation de l'indisponibilité
Dépassement du délai d'indisponibilité dans le cas d'une panne non bloquante	50 € TTC	Par période de retard (24h à compter du jour et de l'heure d'envoi de la demande du service bénéficiaire)	Constatation de l'indisponibilité
Dépassement du délai pour échange standard de poste	50 € TTC	Par période de retard (24h à compter du jour et de l'heure d'envoi de la demande du service bénéficiaire)	Constatation du retard
Pénalité de retard UO1 et UO2	50 € TTC	Par jour ouvré de retard	Constatation du dépassement du délai de livraison ou d'exécution
Pénalité de retard UO3	50 € TTC	Par jour ouvré de retard	Constatation du retard par rapport au planning établi
Pénalité pour non remise de documents	50 € TTC	Par jour ouvré de retard	Expiration du délai imparti pour la remise
Pénalité pour manquement aux obligations administratives	50 € TTC	Par jour ouvré de retard	Expiration du délai imparti pour se conformer à la réglementation
Pénalité pour non respect de la clause d'insertion sociale	nombre d'heures d'insertion annuelles non réalisées, multiplié par 2 et multiplié par le taux horaire du SMIC en vigueur au moment de la mise en demeure par le pouvoir adjudicataire		Expiration du délai imparti par la mise en demeure
Pénalité pour non respect des considérations environnementales	50 € TTC	forfait	Par non conformité constatées

ARTICLE 10 : RÉSILIATION

Le représentant du pouvoir adjudicateur peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP.

En cas de résiliation, le titulaire du marché est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations commandées.

L'accord-cadre est résilié conformément aux dispositions du C.C.A.G de référence (résiliation pour événements extérieurs ou liés au marché public, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général).

Par dérogation à l'article 42 du CGAG/FCS, une résiliation pour motif d'intérêt général n'ouvre pas de droit à indemnité.

L'exécution aux frais et risques du titulaire s'effectue dans les conditions prévues au C.C.A.G visé par le présent marché.

ARTICLE 11 : DIFFÉRENTS ET LITIGES

Article 11.1-Différends

Le marché est conclu et exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble dans le plus grand esprit de concertation tout différend qui pourrait survenir quant à l'existence, l'interprétation ou l'exécution de ces contrats.

En cas de différent avec la PFRA et/ou le service bénéficiaire, vous avez la possibilité de saisir le médiateur interne Relations Fournisseurs et Achats responsables (RFAR) par mail à l'adresse suivante : mediation-pfra@bretagne.gouv.fr.

Le recours au médiateur des entreprises ne fait pas obstacle à l'introduction d'un recours contentieux.

Article 11.2-Litiges et contentieux

Le présent marché public est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de Rennes : <http://rennes.tribunal-administratif.fr/>

ARTICLE 12 : DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

-L'article 9 du présent C.C.A.P déroge à l'article 14 du CCAG/FCS